

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Soissons, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RICHET S.A.

10 rue de Marle
02250 Tavaux-Et-Pontséricourt

Références : RIC25-298_Rinsp
Code AIOT : 0005105900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement RICHET S.A. implanté 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est consécutive à la combustion d'un big bag de déchets de pastilles de javel survenue sur le site le 2 juillet 2025 (veille de la visite d'inspection)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RICHET S.A.
- 10 rue de Marle 02250 Tavaux-et-Pontséricourt
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javel.

Le site est classé à autorisation Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4510.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Formation collaborateurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	3 mois
4	POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Mesures d'urgence	0 jour
5	Fiche accident	Code de l'environnement du 03/07/2025, article R512-69	Mesures d'urgence	0 jour
6	Ventilation du laboratoire	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.6 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.6 de l'annexe I	Mesures d'urgence	0 jour
8	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.4 de l'annexe I	Mesures d'urgence	0 jour
9	Protection du personnel	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.8 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
11	Déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 7.3 de l'annexe I	Mesures d'urgence	15 jours
12	Déchets	Arrêté Ministériel du	Mesures d'urgence	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dangereux	23/12/1998, article 7.4 de l'annexe I		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks bis	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme indiqué précédemment, cette visite d'inspection a été déclenchée suite à un incident survenu sur le site la veille.

Sur l'incident lui-même, l'inspection a pu constater les restes de déchets consommés au milieu de la cour et les désordres occasionnés lors du transfert du big bag concerné depuis l'étagère sur lequel il était entreposé dans le bâtiment 1 jusqu'à l'extérieur au droit de l'accès principal de ce même bâtiment. Ces déchets dangereux doivent faire l'objet d'une procédure d'évacuation conforme à la réglementation. L'exploitant doit également mener toutes les investigations nécessaires pour identifier une éventuelle pollution du sol au droit de la zone d'extinction et de cheminement du bag. En cas de pollution avérée, il devra mettre en place un plan d'actions pour dépolluer la zone impactée.

Sur la gestion du site et de l'évènement par l'exploitant, l'inspection a pu relever d'importants manquements : un état des stocks qui ne respecte pas les quantités autorisées sur le site, un stockage épars des matières premières et produits finis sur l'ensemble du site, la présence de déchets dangereux et non dangereux de façon diffuse sur le site, l'accumulation de poussières à l'intérieur de tous les bâtiments, l'absence de formation des salariés, l'absence de consignes d'exploitation, la non mise à disposition du plan d'opération interne sur le site, son non-déclenchement pourtant requis pour la gestion de la situation d'urgence observée le 2 juillet, pas ou peu de gestion des déchets dangereux ou non dangereux (aucune traçabilité n'a pu être présentée). Tous ces manquements interrogent sur la capacité de l'exploitant à assurer la gestion de cet établissement classé seveso seuil bas et conduisent l'inspection à proposer à madame la préfète un arrêté de mesures d'urgence ordonnant la suspension de l'activité dans lequel il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets et produits combustibles et de mettre en place un certain nombre de mesures conditionnant la reprise de l'activité sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks daté du 02/07/2025. Celui-ci fait état de : <ul style="list-style-type: none">- 302 tonnes de produits et matières relevant de la rubrique 4510- 50 tonnes de produits et matières relevant de la rubrique 4741- 338 tonnes de produits non classés (cartons, film, plastiques, bidons vides...) Les quantités stockées mettent en évidence que le site a franchi le seuil de classement seveso seuil haut par dépassement direct sous la rubrique 4510 (seuil fixé à 200 T) Par ailleurs, l'inspection émet un doute sur la quantité de déchets-écotoxique consignée sur cet état des stocks. Il fait apparaître une quantité de 4 tonnes, alors que 5 bags de 1 m3 ont été identifiés dans les bâtiments. Il s'agit du déchet en cause lors de l'incident, le bag consommé était en plus.

L'exploitant explique que cette situation est due à la non expédition des produits finis le 2 juillet, jour de l'incident.

Il a établi une simulation de l'état des stocks si toutes les expéditions avaient été maintenues :

- 181 tonnes de produits et matières relevant de la rubrique 4510
- 35 tonnes de produits et matières relevant de la rubrique 4741
- 337 tonnes de produits non classés (cartons, film, plastiques, bidons vides...)

L'inspection fait remarquer que si cet état des stocks avait été conforme au régime de classement autorisé sur le site au titre des rubriques 4510 et 4741, les quantités autorisées n'auraient pas été respectées.

En effet, pour la rubrique 4510, le site est autorisé pour une quantité maximale de 195 tonnes en l'absence de produit classable sous la rubrique 4741 et du fait de la règle du cumul avec la rubrique 4734. Or au cumul des rubriques 4510, 4741 et 4734, le site aurait stocké 216 tonnes, ce qui est supérieur aux 195 tonnes autorisées. (0 tonnes de 4734 selon l'exploitant)

Il a présenté l'état des stocks au 01/07/2025 (veille de l'incident), celui-ci était conforme.

L'état des stocks le jour de la visite est identique à celui du 2 juillet puisque l'activité n'a pas repris sur le site.

L'exploitant a présenté le plan des stockages associé à l'état des stocks.

Compte-tenu du stockage de matières et produits combustibles à l'intérieur de tous les bâtiments, y compris en mezzanine, du tonnage total figurant à l'état des stocks, l'exploitant doit se positionner quant au potentiel classement du site au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert). Dans tous les cas, il devra apporter les éléments de justifications nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant doit présenter un état des stocks conforme aux quantités et rubriques autorisées et justifier de la méthode mise en œuvre pour garantir leur respect.

Demande n°2 :

L'exploitant doit se positionner quant au classement du site au titre de la rubrique 1510.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des stocks bis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>État des matières stockées-dispositions spécifiques.</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances , produits, matières ou déchets présents au sein de</p>

l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation collaborateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Formation du personnel.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la formation du personnel, l'exploitant a présenté le registre mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 08/12/2021 : une formation aux port des Equipements de protection individuelle (EPI) théorie + pratique, dispensée à 7 personnes - le 15/12/2021 : une formation incendie Equipier de Seconde Intervention + Évacuation avec exercice. Théorie + pratique, dispensée à 7 personnes. <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter une attestation de suivi de ces formations ou feuille d'émargement permettant d'identifier le nom des collaborateurs formés ainsi que le prestataire l'ayant réalisée.</p> <p>Le responsable du site confirme qu'il n'a suivi aucune autre formation bien qu'il soit salarié depuis 20 ans au sein de cette entreprise. Par ailleurs, il ne se souvient pas du contenu des formations visées ci-dessus. Il est mentionné un exercice incendie, qui n'aurait jamais eu lieu.</p> <p>Pas de formation formalisée du personnel ou des intérimaires à la prise de poste : le responsable du site indique passer 1h avec eux à leur expliquer leur poste de travail, puis 2h à expliquer le geste sur le poste de travail, pendant 1h ils sont laissés seuls, puis ils font un retour pour savoir s'ils ont des questions.</p> <p>Concernant le contrôle de concentration en javel des produits finis, l'exploitant indique qu'aucune formation du personnel en chimie pour réaliser ces analyses de concentration du</p>

produit fini n'a été dispensée, les manipulations se font sans aucun port d'EPI (à part les chaussures de sécurité, remarque valable pour tout le site, salariés habillés en "vêtement de ville").

Les analyses sont effectuées soit par le responsable du site, soit par la secrétaire après-vente et achat (qui exerçait la fonction de commerciale auparavant). Les salariés savent quelle quantité prélever et renseigne un tableur excel mais ne comprennent pas les analyses qu'ils réalisent.

Il n'y a donc aucun chimiste ou personne qualifiée pour assurer un contrôle fiable et en toute sécurité.

L'inspection note également que le plan d'opération interne (POI) du site n'a pas été déclenché, ce point est développé dans le point de contrôle dédié au POI.

L'exploitation de ce site se fait donc sans respect de cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 :

L'exploitant doit établir et transmettre un plan de formation correspondant aux postes de travail pour l'ensemble du personnel, y compris l'ensemble des formations liées aux risques des installations et à la gestion d'un sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre

Prescription contrôlée :

Plan d'opération interne.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.

Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'a pas mis en œuvre le POI. Ce document n'est pas même disponible en version papier sur le site.

L'inspection consulte la version du POI dont elle dispose.

Ce POI version 1 du 15/02/2024 ne correspond pas totalement au site : page 13 par exemple il est fait état que le site dispose d'une télédétection avec caméras ... le directeur adjoint explique qu'il s'agit du site de Charente. Il appelle le bureau d'étude qui a produit le document, son interlocuteur explique que le POI a été écrit en fonction du futur site (l'exploitant ayant prévu de déménager).

L'exploitant et son personnel sur le site ne semblent pas avoir saisi l'objectif de ce plan d'opération interne. Ils se sont contentés d'établir ce document (pas totalement adapté au site) pour répondre à une mise en demeure. Le POI existe désormais mais l'exploitant ne se l'est pas approprié.

Le responsable de site explique qu'il dispose de ce POI dans son ordinateur. Toutefois, le jour de l'incident, celui-ci était resté dans son bureau de l'autre côté du site auquel il n'avait pas accès puisque confiné dans le préfabriqué dédié au bureau administratif à l'extérieur à l'entrée du site. Il confie ne pas en connaître le contenu, il ne l'a jamais lu.

Lors de la visite, l'exploitant a relaté la chronologie suivante des événements :

Vers 16h30, le responsable du site aperçoit de la fumée par le toit du bâtiment. Le personnel est confiné dans la salle de réunion à l'entrée du site (bureaux situés à l'extérieur) y compris le chauffeur de la citerne qui vient de finir son dépotage d'hypochlorite de sodium.

Vers 16h30, la secrétaire après-vente et achat appelle le SDIS. Le responsable du site coupe l'électricité (coupure générale du site). La coupure électrique coupe le téléphone, l'assistante rappelle le 18 sur son téléphone portable.

Information donnée au SDIS : 1 big bag de matière est en combustion, dégagement de fumée blanche, personnel confiné.

Vers 16h30, après l'appel au SDIS, appel du directeur qui demande de le tenir informé des événements (il est en Charente).

Le responsable du site, en attendant l'arrivée du SDIS, sort 6 palettes de contenants en plastiques vides, la palette en combustion étant inaccessible, posée sur une étagère à un peu plus d'un mètre du sol, contre la paroi du bâtiment à proximité d'une fenêtre vitrée. Il passe également à l'arrière du bâtiment ouvrir une grande porte coulissante, laissant entrer l'air dans le bâtiment.

A l'arrivée du SDIS, le personnel ne sait pas situer l'heure, le responsable du site les accueille. Il dit qu'il portait un masque de protection individuelle (Climax - MOD756 - gris - type B gaz et vapeurs inorganiques), fiche INRS disponible. Il n'y aurait pas de flamme apparente. La fiche de données

de sécurité est donnée au SDIS. Le temps d'exposition du responsable de site est non déterminé, il rejoint ensuite les salariés confinés à la demande du commandement du SDIS.

Le responsable du site, une vingtaine d'année d'ancienneté, indique n'avoir jamais suivi de formation au port de masque respiratoire.

Le SDIS demande au chauffeur de dégazer la citerne, en anticipation d'un incendie généralisé.

Pas d'appel de l'Inspection des installations classées par les salariés présents sur le site.

Le directeur du site en Charente, n'a pas contacté l'inspection des installations classées, le 18 ayant été composé, il considère que l'État est informé.

Le SDIS est seul sur le site pour maîtriser le sinistre (salariés confinés) : il demande au responsable de site l'autorisation de conduire le chariot élévateur pour sortir le big bag du bâtiment. Le big bag est sorti, extinction à l'eau à l'intérieur du bâtiment puis à l'extérieur, puis utilisation de mousse d'extinction pour éviter la fumée blanche.

L'exploitant ne dispose pas de défense incendie sur son site. L'exploitant ne dispose pas d'une réserve dans le but de traiter un incendie et ne dispose pas non plus d'un dispositif technique qui permette de confiner les eaux d'extinction. Ces points ont fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure mais compte tenu de la gestion accidentelle de l'exploitant et des enjeux à mettre en sécurité, l'Inspection a consigné ces mesures dans le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence.

Vers 19h, le sinistre est maîtrisé, la tension des salariés est prise, ils sont également questionnés (irritation voies respiratoires, yeux ...). Seul le chauffeur de la citerne se plaint des yeux irrités mais impute cette sensation à la chaleur et à la sueur. Rappel qu'il faisait pratiquement 40 degrés dehors, avec forte chaleur depuis plusieurs jours, électricité coupée, 11 personnes confinées dans un petit espace sans ventilation.

L'exploitant confirme enfin que le plan d'opération interne n'a pas été testé.

La non disponibilité du POI, son non-déclenchement et la gestion autonome de l'incident par le SDIS démontrent l'incapacité de l'exploitant à gérer des situations d'urgence survenant sur ce site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 0 jour

N° 5 : Fiche accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/07/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

<p>atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>L'exploitant n'en avait pas connaissance.</p> <p>Par mail du 04/07/2025, l'inspection transmet à l'exploitant la fiche accident type à renseigner qu'il devra communiquer dans les meilleurs délais suivant l'incident à madame la préfète et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 6 : Ventilation du laboratoire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.6 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation du laboratoire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local faisant office de laboratoire de contrôle de la concentration en javel des produits finis ne dispose d'aucune ventilation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4 :</u></p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il fera les travaux nécessaires</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.6 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation électrique
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.[...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport du dernier contrôle des installations électriques réalisé par le prestataire DEKRA du 06/02 au 07/02/2025. Celui-ci synthétise 8 pages pleines de travaux à réaliser pour disposer d'une installation électrique conforme à la réglementation, les signalements les plus anciens datent de 2001.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 0 jour

N° 8 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.4 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Encombrement des locaux et circulation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater la présence de nombreux déchets et une accumulation de poussière dans tous les bâtiments (sols, machines, appuis de fenêtre, escaliers ...). Selon la fiche INRS, cette poussière doit être éliminée en respectant un protocole (supprimer toute source d'exposition par contamination en procédant à un nettoyage régulier des locaux et postes de travail, en utilisant un système d'aspiration). La poussière omniprésente figure d'ailleurs à plusieurs reprises sur le rapport de contrôle des installations électriques mentionné au point de contrôle précédent. A titre d'exemple, la hotte d'aspiration d'un atelier de conditionnement des pastilles solides, située en mezzanine du bâtiment où le big bag est parti en combustion spontanée, n'a jamais été nettoyée. Présence de poussières en quantité importante, hélice couverte d'une épaisse couche de poussières, plaquette illisible, l'inspection a dû gratter pour la lire.

<p>L'ensemble des bâtiments est encombré qu'il s'agisse des stockages de matières premières, de produits finis, de déchets si bien que la circulation des personnes nécessite une constante attention pour contourner/ éviter les obstacles et ne pas chuter.</p> <p>Il y a de tout, partout, le big-bag de déchets écotoxiques qui s'est consumé était posé sur une étagère inaccessible en raison de la présence de plusieurs palettes de stockage de contenants plastiques entreposées devant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'évacuation des matières combustibles doit être associée à un nettoyage des locaux</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 9 : Protection du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.1 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection individuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le site, le jour de la visite, les deux salariés présents ne portent que des chaussures de sécurité, pas d'autres EPI.</p> <p>Le jour de l'incident, lorsque le responsable du site, en attendant l'arrivée du SDIS, a sorti les 6 palettes de contenants en plastiques vides rendant inaccessible la palette, il dit n'avoir porté qu'un masque respiratoire de protection individuelle : Climax - MOD756 - gris - type B gaz et vapeurs inorganiques en plus de ses chaussures de sécurité.</p> <p>Le responsable de site a présenté le dernier modèle de ce masque disponible ainsi qu'un jeu de deux filtres neuf. Selon les données figurant sur l'emballage des filtres, ceux-ci sont efficaces pour les gaz et vapeurs organiques donc inadaptés aux substances présentes sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°6 :</u> L'exploitant doit mener une réflexion pour définir et mettre à disposition de ses salariés les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de leurs missions au quotidien mais également en cas de sinistre sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.8 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

Constats :

Lors de la visite, seuls le plan d'évacuation des locaux était affiché en plusieurs endroits des bâtiments et une note relative au mode opératoire à suivre pour le contrôle de concentration en javel des produits finis était affichée dans le local "laboratoire".

L'inspection fait remarquer que cette note n'est pas explicite et opérationnelle (formules de calcul théoriques que le responsable de site en charge d'effectuer ce contrôle ne semblait pas maîtriser).

Le responsable de site a ensuite imprimé et présenté à l'inspection un mode opératoire plus adapté qu'il détient dans son ordinateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 :

L'exploitant doit mener une réflexion et mettre en place les consignes nécessaires pour garantir un bon fonctionnement et en toute sécurité de ses installations. (modes opératoires, instructions de maintenance et de nettoyage...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 7.3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés

par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballages sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

Constats :

Comme stipulé précédemment, le site accumule les déchets divers de manière éparse sur le site aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments : plastiques, cuves vides, palettes, petits déchets plastiques, bidons, oiseaux morts, nids d'oiseaux ...

Toutefois, le site est pourvu d'une benne pour les plastiques et d'une autre pour les cartons, ces bennes sont enlevées par le prestataire Flamme Environnement.

Pour limiter les situations à risque et contribuer à la propreté du site, l'exploitant doit procéder à l'évacuation des déchets non dangereux présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 7.4 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitation est en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs sont conservés trois ans.

Constats :

Le big bag qui s'est consumé est composé de déchets de pastilles de javel tombées au sol et stockées en vrac après balayage avec possiblement d'autres substances puisqu'ils sont collectés par un simple balayage du sol.

Ce big bag et 5 autres identiques contenant la même nature de déchets semblent être stockés depuis longtemps compte-tenu de leur entreposage inaccessible dans les bâtiments et de la crasse-poussière observée sur le film plastique les enveloppant (le plus ancien des 6 y est depuis plus de 20 ans selon le responsable du site , à l'étage d'un autre bâtiment, à proximité des cuves de chlore).

Sans présager de l'origine de l'incident qui reste à être déterminée par l'exploitant, la température extérieure a probablement fait chauffer anormalement le bardage simple qui constitue les murs du bâtiment sur lequel s'appuient 5 de ces big-bags, la présence d'une baie

vitree qui a pu accentuer l'effet de serre, la poussière accumulée sur le film plastique enveloppant et le film plastique lui-même pourraient être à l'origine de la combustion spontanée du big-bag en cause.

Ces big bags sont classés par l'exploitant dans la catégorie des "Déchets - Écotoxiques".

Pour éliminer un déchet, le responsable du site explique qu'il doit solliciter l'autorisation des directeurs. Si autorisation, les déchets liquides (uniquement) sont transférés sur le site de Mansle-les-Fontaines en Charente : aucun BSD n'a pu être fourni, aucune quantité. Les transferts s'effectueraient lors d'échanges de produits finis entre les deux sites (le site de Tavaux-et-Pontséricourt fournit des pastilles solides et celui de Mansle-les-Fontaines fournit des produits à 2,6% en 1L, 2L ou 5L).

Le responsable qualité du site en Charente serait le seul à pouvoir fournir des informations.

Pour les déchets dangereux solides, le responsable de site explique qu'il attend d'avoir une quantité suffisante (non précisée) pour procéder à leur évacuation. Compte-tenu de l'entreposage depuis longtemps des big-bags de déchets de pastilles de javel, leur gestion ne semble pas assurée.

Une gestion des déchets dangereux conforme à la réglementation doit être mise en place par l'exploitant. Elle contribuera également à limiter les situations à risque sur le site et à la propreté du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours